

La dette nationale existe uniquement parce que les gouvernements n'ont pas été fidèles à leurs mandats sacrés. La prérogative la plus élevée et la plus sacrée que la couronne puisse exercer c'est le monopole exclusif de la création et de l'émission, en premier lieu, de tout le numéraire de la nation. Les gouvernements successifs au Canada ont graduellement cédé cette prérogative des plus sacrées à des particuliers.

La nation entière est maintenant sous la dépendance d'une poignée d'individus qui exercent cette prérogative, à la suite de cette infâme trahison. Au lieu que ce soient ces personnes qui se rendent auprès de la couronne pour obtenir des fonds, c'est le Gouvernement qui, chapeau bas, se présente chez ces pourvoyeurs de crédit financier, et leur donne une hypothèque sur toute la nation.

Cette infâme pratique a pris de telles proportions que le seul service de la dette nationale est presque égal à la somme des dépenses d'avant-guerre de l'Etat. Et avec le régime financier actuel, on ne sait où ça finira.

Quant à moi, j'affirme que les responsables de ce déplorable état de choses méritent d'être considérés comme des insignes criminels que l'on devrait traîner devant les tribunaux et punir comme il convient.

Au cours d'un débat antérieur, un des membres de la C.C.F., l'hon. député de Cap-Breton-Sud (M. Gillis) affirmait sur un ton désobligeant que les créditistes n'ont pour tout credo que l'impression typographique d'une masse de monnaie. C'est donner à entendre que, sous le régime économique moderne, la monnaie tire peu à conséquence, et qu'on n'a guère à se soucier de la façon dont on la crée et dont on la fait circuler. Mais pareille affirmation ne sert qu'à indiquer à quel point l'honorable député de Cap-Breton-Sud et ceux qui pensent comme lui sont pitoyablement ignorants de la question.

J'admets volontiers que les choses qui contribuent aux normes d'existence sont les denrées et services que la population est en état de produire et désireuse de consommer; mais le point que semble oublier l'honorable député de Cap-Breton-Sud, c'est que, dans une économie moderne, la production et la distribution des biens et des services est impossible sans monnaie. Le point de départ de toute initiative économique, de nos jours, c'est la monnaie. Quelle que soit la richesse naturelle du pays, quelque disposée que soit la population à l'exploiter, l'industrie ne bouge qu'après que la monnaie est mise en circulation.

La monnaie est le mobile de l'économie moderne et, sans elle, tout reste en plan. La monnaie est le passe-partout de tout notre

régime économique. Par conséquent, ceux qui jouissent de la prérogative de créer et d'émettre la monnaie de la nation, exercent, de ce fait, le droit de vie et de mort sur la population. Est-il étonnant qu'un des plus anciens banquiers, le baron Rothschild ait dit: "Qu'on me permette de créer la monnaie d'une nation et peu m'importe qui adoptera ses lois?"

De nos jours, les banquiers privés sont les seuls juges, au Canada, du montant de monnaie à mettre en circulation, des endroits où elle sera mise en circulation et des termes en vertu desquels elle sera mise en circulation. C'est dire que les gouvernements et la population sont complètement à la merci des banquiers privés du pays. Il est donc tout à fait oiseux de prétendre que la monnaie n'a que peu d'importance dans l'économie moderne.

Quel problème se pose à celui qui bénéficie de la pension de vieillesse? Il est de nature purement monétaire. Ceux qui préconisent de plus forts versements supposent, à juste titre, que les biens et les services disponibles sont assez abondants pour leur assurer une existence et une santé convenables. Il ne leur manque que l'argent pour se procurer les biens et les services disponibles en abondance.

A quel problème doivent faire face les aveugles et les autres invalides? Tout ce qui leur manque, c'est l'argent pour acheter les biens et les services qui existent en abondance. En quoi consiste le problème des cultivateurs et des autres producteurs primaires? Rien que l'argent à verser en subventions et en primes afin de garantir à ces gens une juste proportion du revenu national.

A peu près chaque citoyen trouve son revenu trop faible et ses impôts trop élevés. Autrement dit, il manque d'argent. Et ainsi, on pourrait parcourir toute notre économie et constater que dans presque tous les cas, la difficulté se résume à une insuffisance de fonds. On considère comme admis, et avec raison, que les biens et les services sont disponibles ou qu'ils le seront avant longtemps, afin de soutenir les revenus plus élevés qu'on réclame.

Toutefois, l'unique source d'argent à laquelle le Gouvernement recourt en vue de relever les revenus de la population n'est rien autre que les dettes et les impôts, deux moyens qui aggravent, au lieu d'améliorer la situation.

Les députés conservateurs-progressistes méritent les critiques qu'on leur adresse pour avoir préconisé du même coup la multiplication des services et la réduction des dépenses, car s'ils occupaient les banquettes ministérielles, leurs seules sources de revenus seraient les dettes et les impôts. Ils prétendent, bien entendu, qu'ils élimineraient les dépenses ex-